

**Séminaire des boursiers / jeunes chercheurs soutenus au titre du
programme « Histoire de l'antisémitisme et de la Shoah »
(9-10 janvier 2018)**

Présentation de la thèse par Martino Oppizzi

Ma recherche a pour titre « Les Juifs italiens de Tunisie pendant le fascisme (1921-1943) », ce qui circonscrit en même temps un objet, un lieu et une période. Les Juifs italiens de Tunisie, appelés aussi Livournais ou Grana, représentaient une population numériquement faible, mais avec un poids socio-économique significatif, issue d'une immigration provenant en grande partie du port de Livourne entre les siècles XVII et XIX. La Tunisie était une terre d'émigration (surtout italienne) et de colonisation (française) et de métissages, mais aussi un terrain de conflits pluriels : colonisateurs/colonisés, Italiens/Français, Juifs/Musulmans. Les Juifs italiens, population au carrefour de mondes différents, permettaient d'aborder ces histoires sous un angle inédit. La période, finalement, définissait à la fois des bornes chronologiques (encadrées en celle qui Eric J. Hobsbawn a défini « l'époque de la catastrophe ») et une approche thématique : l'essor du fascisme, et ses répercussions dans le contexte tunisien.

Au début de ma thèse je me proposais de traiter l'histoire des Juifs italiens de Tunisie sous l'angle quasiment exclusif de l'histoire politique. Il s'agissait de questionner les réactions face au fascisme, mais aussi les stratégies de domination des émigrés italiens par le régime dans un contexte — la Tunisie — particulièrement sensible, car devenu une des cibles privilégiées de la diplomatie impérialiste de Mussolini.

Pourtant, je me suis rendu compte vite que des opérations préalables s'imposaient, pour mieux définir l'objet d'étude lui-même : la communauté livournaise. Il fallait expliquer et problématiser les concepts de communauté, d'élite, d'identité, où la dimension réelle et cella fantasmée se mélangeaient, se superposaient. Cela m'obligeait à me poser des questions : comment se construit une communauté minoritaire ? Comment arrive-t-elle à trouver sa place légitime au sein d'une société ?

Pourquoi parler d'une « communauté juive italienne de Tunisie », dès lors que ses membres se proclamaient, tout d'abord, comme des Italiens, et même les autorités françaises classifiaient les Livournais comme Italiens et non comme Juifs ? Et s'il y avait bien une communauté, quel était son noyau, sur quoi se fondait le sens d'appartenance ? Ses membres composaient-ils une élite ? Par rapport à qui ? Quelles étaient les bases matérielles et symboliques de ce statut d'élite ?

Cette prise de conscience a laissé sa trace dans l'architecture de ma thèse, qui s'articule en deux macro-parties : d'abord, une étude de la communauté livournaise de type quasiment sociologique, même si la dimension diachronique n'est jamais laissée à côté, et ensuite une partie « brutalement » chronologique, quasiment événementielle, qui se focalise sur le plan politique, mais tout en dialoguant avec les niveaux plus profonds et à rythme lent, pour utiliser une expression de Fernand Braudel.

Problématiques et résultats de ce travail

Expliquer la morphologie sociale, économique et culturelle de la communauté livournaise se préfigurait, donc, comme une étape incontournable. Le fil conducteur de mon analyse a été la conception « élastique » de la notion de communauté, influencée par les réflexions de Benedict Anderson et son concept de *communauté imaginaire*. Les Juifs italiens de Tunisie avaient des institutions spécifiques : de rabbins, une synagogue, un président de la communauté avec le tampon officiel. Mais ce n'était pas là la véritable force de la communauté, dont le pouvoir s'exerçait de façon plus cachée, comme un champ de force, pour utiliser une formulation de Rémi Astruc. Un élément invisible, qui relevait parfois de l'imaginaire, mais toujours présent, capable de structurer un sentiment d'appartenance profond et de conditionner la vie quotidienne, matérielle, en créant un « habitus » social (Pierre Bourdieu). Ce sentiment poussait, par exemple, à adopter un certain comportement public, à fréquenter certaines personnes et pas d'autres, à habiter dans certains quartiers de la ville, à privilégier certains candidats pour le mariage, etc.

Ensuite, en partant de cette base, j'ai cherché à mettre en lumière les caractères spécifiques de la communauté juive italienne de Tunisie, dans la première moitié du XX^e siècle : sa structure démographique et sa localisation géographique ; son profil socioprofessionnel ; son rapport avec la religion, la culture et le patriotisme ; sa place au sein de la population italienne, où les Juifs livournais formaient une sorte de « communauté dans la communauté » et se présentaient souvent comme le fer-de-lance de la classe dirigeante, celle qui avait fondé l'architecture associative des Italiens de Tunisie. La recherche a confirmé, bien qu'avec des nuances, le statut d'« élite » des Grana, qui s'appuyait encore une fois sur un mélange de réalité et imaginaire public.

Après une investigation interne de la communauté, j'ai voulu valoriser la dimension relationnelle des Juifs livournais, afin aussi d'éviter un discours auto-référentiel et une perspective un peu nombriliste. Les Livournais entretenaient un vaste réseau de contacts avec les autres populations de la Régence : les autres Italiens d'abord, mais aussi les Français, les Juifs tunisiens et la population musulmane. Je me suis donc employé à éclaircir ce vaste « monde de contact », fait de brassages et influences réciproques : un monde très souvent minimisé par les autorités officielles, mais aussi, parfois, par ses protagonistes eux-mêmes. La recherche a donc permis de revisiter certaines narrations publiques et de dissiper le mythe d'une communauté repliée sur elle-même, en restituant le double visage des Juifs italiens de Tunisie. D'un côté, fer-de-lance de la communauté italienne, bastion d'italianité. De l'autre, population avec une forte vocation cosmopolite, et qui exerça pendant de siècles une fonction de médiateur entre de mondes différents.

Une fois achevée cette analyse, j'ai pu aborder le sujet central de ma recherche : le rapport entre les Juifs italiens de Tunisie et le fascisme depuis les années 1920 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Cette relation s'est avérée plus complexe et articulée du prévu, en s'éloignant de la dichotomie victime/oppresseur. Et cela pour une précise raison historique : lors de son arrivée en Tunisie, le fascisme se trouva face à une communauté d'émigrés bien organisée, avec des institutions, des centres de pouvoir, des dynamiques internes, des contradictions. Avec, surtout, une classe de notables — où les Juifs livournais tenaient une place majeure — très consciente de son rôle dirigeant et soucieuse de préserver les anciens équilibres de pouvoir : la collaboration d'une partie de la communauté italienne

était donc, sinon nécessaire, du moins souhaitable. C'est dans cette logique que mes axes de réflexion ont été structurés. D'abord, je me suis attaché à éclaircir les politiques d'exclusion ou de collaboration qui furent appliquées par les autorités fascistes vis-à-vis des Livournais. Ensuite, je me suis attaché à préciser les stratégies, individuelles aussi bien que collectives, adoptées par les Juifs italiens de Tunisie face au nouveau régime. Sur cette base, j'ai pu mieux comprendre les répercussions le poids des lois antisémites de 1938 dans le contexte tunisien, et la position adoptée par les autorités italiennes locales.

L'objectif général a été de reconstruire un parcours historique sans céder à la tentation téléologique. Il est vrai que — dans une perspective unitaire — le fascisme obligea les Livournais à renégocier leur pouvoir au sein des institutions, pour arriver à une exclusion lors du tournant antisémite de 1938. Mais il est vrai également qu'avant cette date se développa une dialectique à double sens entre le nouveau régime et les Livournais. L'enjeu a été donc de restituer la complexe stratégie de domination du fascisme, mêlant répression et cooptation : une politique du consensus assez pragmatique, qui permit aux Livournais d'adopter un large éventail de comportements.

D'où la volonté de valoriser la pluralité des acteurs, des intérêts, des positions prises par les Livournais : l'antifascisme militant, l'opposition silencieuse, mais aussi l'adhésion au nouveau régime. La narration chronologique que j'ai choisie vise justement à faire émerger ce microcosme de passions, idéaux et intérêts personnels et à mieux saisir les responsabilités des uns et des autres.

Un espace important a été consacré à l'impact des lois raciales de 1938, et cela en raison d'un phénomène particulier. En effet, bien que le tournant antisémite du régime ait laissé une trace profonde dans la mémoire des témoins, aucune enquête historiographique n'a jamais sondé la question dans le détail. Ma recherche s'est proposée de briser ce silence, pour analyser les aspects les plus cachés, et parfois sombres : l'épuration réalisée dans l'ensemble des institutions italiennes de Tunisie ; la diffusion par les journaux italiens d'une propagande antijuive virulente ; la réception de cette propagande par la population italienne ; le comportement, parfois ambigu, des autres acteurs de la société tunisienne face à l'offensive antisémite. Les résultats m'ont permis de dévoiler les lourdes responsabilités du consul italien de l'époque, qui cependant a été souvent présenté comme un protecteur des Juifs italiens. J'ai pu comprendre aussi les effets néfastes d'une persécution « à basse intensité » (pour utiliser une expression de Simon Levi Sullam), motivée plus par le conformisme du fonctionnaire que par le fanatisme idéologique.

C'est toujours dans cette perspective que j'ai évalué la période de guerre, sans doute la plus complexe, car, entre 1940 et 1943, les Juifs italiens de Tunisie se retrouvèrent au carrefour de trois politiques antisémites, parfois en compétition entre elles : celle du régime fasciste, celle du régime de Vichy et celle, entre 1942 et 1943, développée par les Allemands. Là aussi, l'enjeu a été contextualiser la protection accordée par le consulat italien à l'intérieur d'une politique plus globale, et qui n'était pas du tout bienveillante vis-à-vis des Juifs.

On le voit, mon projet de thèse a eu l'ambition de contribuer à la connaissance d'un grand nombre de questions. Cela a affecté mes choix méthodologiques.

Méthode, perspective et sources

Étant donnée la complexité de l'objet d'étude, j'ai voulu éviter les réductionnismes et les grilles de lectures monolithiques, en privilégiant des approches plurielles.

Lors de la reconstruction du profil de la communauté juive livournaise, par exemple, j'ai privilégié une approche quantitative. Cela pour restituer une vision d'ensemble, et donner au phénomène une intelligibilité générale en le rendant susceptible d'une comparaison avec d'autres réalités sociales : en Tunisie, mais aussi dans le bassin de la Méditerranée. Pour l'analyse du quotidien, au contraire, j'ai valorisé une approche qualitative aux sources, et donné plus d'espace aux points de vue des acteurs impliqués. Une contribution sans doute très subjective, qui m'a aidé à illustrer plutôt qu'à démontrer, mais qui a ajouté une dimension humaine incontournable.

À bien regarder, le fil conducteur de ma recherche n'a pas été une méthodologie spécifique, mais plutôt un point d'observation. C'est-à-dire la perspective du bas, presque à ras au sol. L'objectif a été de valoriser le contexte périphérique et de refuser une narration eurocentrée, qui voyait les puissances colonisatrices comme le moteur de toute initiative. J'ai choisi au contraire de renverser cette hiérarchie centre-périphérie, en reconnaissant la centralité des micro-contextes locaux. Cela a impliqué, en premier lieu, une valorisation des acteurs locaux et de leurs initiatives, qui arrivaient souvent à conditionner les politiques imposées par le centre (ex : des consuls). En second lieu, cette perspective a permis de remettre en question l'image d'une fascisation imposée par Rome à une population passive. En particulier dans les premières phases du régime, ce fut une partie de la population italienne de Tunisie à se faire promoteur du fascisme, parfois contre les autorités italiennes officielles, qui gardaient une attitude plus prudente.

En partant de ces prémisses, le présent travail a accordé une grande importance à l'étude de terrain, en consultant un corpus de sources très diversifiées et souvent inédites, en France aussi bien qu'en Italie et en Tunisie.

J'ai — bien sûr — utilisé largement les sources diplomatiques, comme les rapports envoyés par la Résidence française à Paris, ou comme les rapports envoyés à Rome par le consul italien de Tunisie. Mais je me suis efforcé de multiplier les points de vue, en explorant de fonds moins liés aux autorités politiques, comme les documents de l'Alliance Israélite universelle, ou le matériel conservé au *Centro di Documentazione Ebraica Contemporanea* (CDEC) de Milan, où j'ai pu discuter mes idées avec ses directeurs M Gadi Luzzatto Voghera, et M Michele Sarfatti. Essentielle, pour échapper à la perspective des archives de la répression, a été la consultation de la presse antifasciste et des documents produits par les loges maçonniques clandestines.

Il m'a fallu parfois bricoler avec les sources à disposition, afin de contourner les vides et les lacunes des sources officielles : la base de données sur les Juifs italiens de Tunisie, par exemple, a été reconstruite à travers les almanachs de l'époque. Ou encore, l'épuration antisémite, quasiment absente dans les rapports consulaires, a été clarifiée grâce à des archives mineures : les fonds de l'Archive des écoles italiennes à l'étranger, les archives de la société *Dante Alighieri*, et la base de données des Juifs italiens discriminés conservée à *l'Archivio Centrale dello Stato*.

J'ai attribué une importance particulière à la comparaison des sources françaises et italiennes. D'abord pour avoir une vision plus complète des événements. Mais également pour intégrer de façon cohérente des informations parfois en conflit entre elles.

En accord avec mes prémisses méthodologiques (de valorisation des acteurs locaux), j'ai donné beaucoup d'espace aux sources mémorielles, aussi bien écrites qu'orales. Cela pour saisir le côté humain de l'histoire, mais aussi pour accéder à des éléments autrement inaccessibles, comme les autoreprésentations, la vie quotidienne, la famille, les valeurs. Je me suis rendu compte très vite que la communauté dont je m'occupais ce n'était pas ma communauté : il m'a fallu donc être un peu accompagné à la compréhension de certains particuliers, certains enjeux que n'étaient pas immédiatement compréhensibles de l'extérieur. J'ai donc accepté le jeu de la « participation », mais sans jamais renoncer à la distance critique face à mon sujet, persuadé qu'un des paris de ce travail était le fait de donner un point de vue nouveau, capable de restituer une histoire *des* Juifs italiens de Tunisie, et non *selon* les Juifs italiens de Tunisie.

.